



EUCOCO

Conferencia Europea de Apoyo y Solidaridad con el Pueblo Saharaui
European Conference for Support and Solidarity with the Saharawi People
Conférence Européenne de Soutien et Solidarité avec le Peuple Saharaoui
الندوة الأوروبية للتضامن ودعم الشعب الصحراوي

49^e EUCOCO – Résolution finale

Autodétermination et respect du processus de décolonisation du Sahara Occidental!

La 49^e Conférence EUCOCO en soutien à la lutte du peuple sahraoui pour son droit inaliénable à l'autodétermination et à son émancipation coloniale pour l'indépendance s'est tenue les 28 et 29 novembre 2025 à Paris en France à un moment déterminant de l'histoire de la lutte menée par le peuple du Sahara Occidental sous la conduite du Front Polisario.

En présence d'une importante délégation sahraouie conduite par le Premier ministre de la RASD, M. Buchraya Bayun, la Conférence a constitué un moment majeur de solidarité internationale. Plus de 280 participants et de participantes de nombreux pays et continents y ont pris part : délégations institutionnelles, notamment les représentants de Cuba, Afrique du sud, Zimbabwe, Colombie, Venezuela et Mozambique, responsables politiques, parlementaires, associations et comités de solidarité, organisations syndicales et collectifs engagés. Une importante délégation algérienne s'est jointe à nos travaux, malgré le refus de visas par les autorités consulaires françaises.

Le choix de tenir cette conférence à Paris, pour partie à l'Assemblée Nationale, pour partie à la Bourse du Travail avant de se terminer par un rassemblement symbolique sur la Place de la République, se veut l'occasion d'appeler les autorités françaises à ne pas faire obstacle à la libre expression du peuple sahraoui à son droit inaliénable à l'autodétermination et à la décolonisation. La France se doit de défendre haut et fort au sein des institutions européennes, du Conseil de sécurité de l'ONU et de son Assemblée générale les règles du droit international et les droits fondamentaux du peuple sahraoui. Avec l'Espagne, elle peut amener le Maroc à mettre fin à son occupation coloniale du Sahara Occidental et contribuer ainsi à la relance du Maghreb comme ensemble de peuples ayant une destinée commune de coexistence pacifique et de développement et ainsi construire un partenariat exemplaire tant avec l'Europe qu'avec l'Afrique.

La Conférence a pris connaissance de la résolution 2797 du Conseil de sécurité de ce 31 octobre 2025 et dénonce l'interprétation tapageuse qu'en a fait le Maroc. Cette résolution confirme le mandat de la MINURSO, reconnaît le Front Polisario seul représentant du peuple du Sahara Occidental et dit clairement que l'Onu se doit de « parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable permettant l'autodétermination du peuple du Sahara occidental conformément aux principes et objectifs de la Charte des Nations Unies. Beaucoup de bruit pour rien car, quelques jours avant, le 16 octobre, la Quatrième Commission de l'Assemblée Générale adoptait une résolution réaffirmant le statut juridique du Sahara Occidental et la responsabilité de l'ONU envers le peuple sahraoui en matière de décolonisation. Le front Polisario transmettait pour sa part, le 21 octobre, « une proposition élargie » très élaborée permettant d'entrevoir les possibilités de coexistence et de coopération entre l'Etat sahraoui indépendant et le Maroc. Maroc qui, entretemps, dans le cadre des « accords d'Abraham » avec Israël, autre puissance coloniale occupant et martyrisant les Palestiniens, se fournit en armes et drones tueurs à l'encontre des populations sahraouies dans les territoires qu'il occupe.

La Conférence dénonce les manœuvres dilatoires de la Commission Européenne qui tente d'imposer un accord de partenariat avec le Maroc, contraire à l'arrêt de la Cour Européenne de Justice, celle-ci ayant, voici un an, annulé les accords commerciaux sur la pêche et l'agriculture pour non-respect du

droit européen en raison de l'absence évidente de consentement du peuple sahraoui dans une logique coloniale favorable à l'occupant marocain et aux firmes agro-exportatrices. La conférence exprime sa satisfaction de constater qu'une large majorité de parlementaires européens ont dénoncé et condamné la Commission ce 26 novembre. L'EUCOCO se tient aux côtés des syndicats paysans qui ont mené campagne pour dénoncer ces manœuvres de la Commission qui sont d'ailleurs contraires aux intérêts de ses citoyens et repose sur un modèle commercial néolibéral dépassé et destructeur de l'environnement. L'EUCOCO travaillera avec le Front Polisario soucieux de la défense des intérêts du peuple sahraoui dans la protection de ses richesses naturelles et l'établissement d'un cadre commercial euro-africain basé sur la solidarité et la souveraineté alimentaire au bénéfice de toutes les populations.

Face à la persistance de violations massives des droits humains par le Maroc, la Conférence exige la libération immédiate de tous les prisonniers politiques sahraouis et l'accès des observateurs et organisations internationales aux territoires occupés. L'EUCOCO apporte son soutien aux familles des prisonniers et à ceux et celles qui manifestent au quotidien leur opposition à l'occupant marocain et aux colons. La conférence dénonce l'interdiction faite par le Maroc de l'accès aux territoires sahraouis occupés pour les observateurs internationaux, les avocats, les délégations de parlementaires.

La conférence dénonce les manquements graves dont souffrent les populations réfugiées dans les campements de Tindouf en égard aux standards internationaux. Elle soutient l'appel pour un accroissement substantiel à hauteur de 177 millions de dollars lancé par 27 organisations onusiennes et ONG le 21 novembre à Alger.

La Conférence a été précédée cette année des réunions de travail des ateliers thématiques (politique et information, consolidation de l'État sahraoui, droits humains et ressources naturelles), ainsi que des rencontres parlementaires, syndicales et des juristes dont les conclusions et les programmes sont annexés à la présente déclaration.

Les travaux parlementaires, syndicaux et les ateliers thématiques ont permis d'élaborer un vaste programme de mobilisation en faveur du respect du droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU, notamment les résolutions A.G. 1514 (XV) et 34/37.

La Conférence approuve les conclusions des ateliers « Politique et Information », « Droits humains et ressources naturelles », « Consolidation de l'État sahraoui » et « Contacts avec les syndicats ». Ces ateliers visent à renforcer la visibilité internationale de la cause sahraouie et à porter la voix du Front Polisario dans l'espace politique et médiatique européen, grâce à une communication résolument politique, fondée sur des interventions régulières, une présence constante dans les débats internationaux et la mise en avant de la résistance sahraouie. La mobilisation de la jeunesse est identifiée comme un axe essentiel.

La conférence EUCOCO appelle à une large mobilisation publique en Europe pour les 50 ans de l'occupation, ainsi qu'au renforcement des alliances, notamment avec les luttes des peuples colonisés. Les comités de soutien réaffirment les priorités politiques : organisation du référendum, cessation du pillage des ressources naturelles, dénonciation des violations des droits humains par les forces d'occupation marocaines et mise en lumière de la responsabilité de l'Espagne, de la France et des États-Unis.

Un programme de consolidation de l'État sahraoui est adopté dans les domaines social, économique et territorial. Les priorités pour 2026 incluent la mise en œuvre du système d'incitations, l'augmentation de l'aide internationale et l'organisation de Conférences des Villes Solidaires.

L'ensemble des programmes arrêtés durant cet EUCOCO seront l'occasion de commémorer les 50 ans de la lutte du peuple sahraoui pour le respect de ses droits fondamentaux.

La 50^e conférence EUCOCO se tiendra à Madrid en 2026, lieu symbolique de la résistance sahraouie.

Vive la lutte du Peuple Sahraoui conduite par le Front Polisario!

Vive la RASD!

Vive la solidarité internationale!

Paris, 29 novembre 2025